

Art. 16. De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels aangesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2013 tot aanstelling van de leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 6 maart 2014, 8 januari 2015, 6 juli 2015 en 3 november 2015, blijven zetelen tot aan de benoeming van de leden van de nieuwe commissie op basis van het decreet en het onderhavige besluit.

Het reglement goedgekeurd door het ministerieel besluit van 4 februari 2014 tot goedkeuring van het intern reglement van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd blijft van toepassing, op voorwaarde dat het in overeenstemming is met onderhavig besluit, tot wanneer het nieuwe reglement wordt aangenomen.

Onderhavig besluit is van toepassing op adviesaanvragen die worden onderzocht op de datum waarom het in werking is getreden.

Art. 17. Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2019.

Art. 18. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen,
Sport en de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40499]

16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 128 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ;

Vu le « test genre » du 5 juin 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2018 ;

Vu l'avis n^o 167 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 novembre 2018 ;

Vu l'avis 64.772/2 du Conseil d'Etat donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse ;

Considérant l'arrêté ministériel du 4 février 2014 portant désignation des membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse ;

Sur la proposition du Ministre de l'aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Règles de fonctionnement

Article 1^{er}. Le conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé le conseil, a son siège à l'administration compétente.

Art. 2. Le conseil se réunit sur convocation du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour de ses réunions.

La convocation est adressée aux membres au moins huit jours calendrier avant la date de la réunion.

Le président est tenu de convoquer le conseil à la demande du ministre ou d'un tiers au moins des membres.

Art. 3. Le président dirige et coordonne les activités du conseil.

Il est chargé des relations du conseil avec le Ministre et avec les personnes intéressées aux différentes missions du conseil.

Art. 4. L'administration compétente est chargée de la conservation des archives.

Art. 5. Le conseil délibère valablement si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente.

A défaut d'avoir réuni cette majorité, le conseil peut, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues à l'article 2, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Le conseil recherche le consensus.

A défaut de consensus, les votes ont lieu à la majorité simple des votes exprimés.

En l'absence de consensus, l'avis du conseil mentionne les différents avis minoritaires, leurs motivations et le nombre de votes qu'ils ont recueillis.

Art. 7. § 1^{er}. L'avis du conseil visé à l'article 126, 1^o, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé le décret, est transmis au Ministre dans un délai de deux mois.

§ 2. Le délai visé au paragraphe 1^{er} est prolongé de plein droit d'un mois lorsqu'il prend cours durant le mois de juillet ou lorsqu'il expire durant le mois d'août.

§ 3. Lorsque le ministre le juge utile, il prolonge le délai visé au paragraphe 1^{er} et en informe le conseil par écrit.

Lorsque le conseil le juge nécessaire, il sollicite par un écrit motivé auprès du ministre une prolongation du délai visé au paragraphe 1^{er}. Si le Ministre marque son accord sur la prolongation, il le notifie par écrit au conseil.

§ 4. Les délais visés aux paragraphes 1^{er} à 3 commencent à courir le jour ouvrable qui suit la réception de la demande d'avis par le secrétariat du conseil.

Le délai se compte de quantième à veille de quantième.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour n'est pas un jour ouvrable, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable qui suit.

§ 5. Lorsque l'avis n'est pas remis dans les délais visés aux paragraphes 1^{er} à 3, il n'est plus requis.

Art. 8. Le conseil est tenu de publier tous les ans les avis qu'il a rendus au cours de l'année.

Il dispose d'un espace sur le site de l'administration compétente doté d'outils de recherche adéquats pour la publication de ses avis.

Art. 9. Les rapports visés à l'article 126, 3^o et 4^o, du décret sont adressés au ministre et au Parlement de la Communauté française.

Art. 10. Un rapport retraçant l'activité du conseil est adressé annuellement au ministre.

Art. 11. Le conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui précise ses modalités de fonctionnement.

Il soumet le règlement d'ordre intérieur et ses éventuelles modifications à l'approbation du ministre.

CHAPITRE 2. — Procédure de nomination des membres

Art. 12. § 1^{er}. Le Ministre nomme les membres effectifs et suppléants du conseil.

Le membre suppléant ne siège que pour remplacer le membre effectif.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, les services, institutions, organisations et autorités visés à l'article 127, alinéa 1^{er}, du décret lui adressent le nom de leur représentant et, pour les membres ayant voix délibérative, de leur suppléant.

§ 2. Le Ministre désigne un président et deux vice-présidents parmi les membres du conseil ayant voix délibérative.

§ 3. Si, en cours de mandat, un membre du conseil démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'en être membre, il est procédé à son remplacement selon la même procédure. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 13. Les membres du conseil sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions consécutives.

Art. 14. Les membres du conseil exercent leur mandat gratuitement.

Ils perçoivent les indemnités pour frais de parcours et les remboursements des frais de transport aux mêmes conditions que le personnel de l'administration compétente, sur la base des pièces justificatives.

CHAPITRE 3. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés des 14 juillet 2003 et 8 mai 2013, est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse est abrogé.

Art. 16. Les membres du conseil désignés par l'arrêté ministériel du 4 février 2014 portant désignation des membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés des 22 octobre 2014, 1^{er} décembre 2014, 1^{er} juin 2015, 18 juin 2015, 31 août 2015, 28 mars 2017, 6 novembre 2017, 12 février 2018 et 14 mai 2018, continuent de siéger, même lorsqu'ils ont été nommés en tant que membre d'un organe qui n'existe plus, jusqu'à la nomination des membres du nouveau conseil sur la base du décret et du présent arrêté.

Le règlement approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse continue à s'appliquer, dans la mesure où il est conforme au présent arrêté, jusqu'à l'adoption du nouveau règlement.

Les demandes d'avis introduites sur la base de l'article 27, § 2, 1^o, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse et au règlement d'ordre intérieur approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2014 précité.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 18. Le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2019.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40499]

16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 128;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1991 betreffende de werking van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de 'gendertest' van 5 juni 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 juni 2018;

Gelet op advies nr. 167 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 november 2018;

Gelet op advies nr. 64.772/2 van de Raad van State gegeven op 19 december 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2014 tot goedkeuring van het intern reglement van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Overwegende het ministerieel besluit van 4 februari 2014 tot aanstelling van de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Werkingsregels*

Artikel 1. De gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna de gemeenschapsraad genoemd, is gevestigd bij het bevoegde bestuur.

Art. 2. De raad komt samen op oproeping van de voorzitter die de datum, het uur en de agenda van de vergaderingen bepaalt.

De oproeping wordt minstens acht kalenderdagen voor de datum van de vergadering verzonden naar de leden.

De voorzitter moet de raad bijeenroepen wanneer de Minister of minstens een derde van de leden hierom verzoekt.

Art. 3. De voorzitter leidt en coördineert de activiteiten van de raad.

Hij is belast met de relaties van de raad met de Minister en met de betrokkenen van de verschillende taken van de raad.

Art. 4. De archivering is de verantwoordelijkheid van het bevoegde bestuur.

Art. 5. De raad beraadslaagt rechtsgeldig indien de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Kan niet met een dergelijke meerderheid worden vergaderd, kan de raad, na een nieuwe oproeping met inachtneming van de voorwaarden zoals beschreven in artikel 2, wel rechtsgeldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. De raad zoekt altijd naar een consensus.

Kan er geen consensus worden bereikt, vindt een stemming plaats met een eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Wordt er geen consensus bereikt, vermeldt het advies van de raad de verschillende minderheidsadviezen, hun motivaties en het aantal stemmen dat ze hebben verzameld.

Art. 7. § 1. Het advies van de raad bedoeld in artikel 126, 1°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna het decreet genoemd, wordt binnen een termijn van twee maanden overgemaakt aan de Minister.

§ 2. De termijn bedoeld in paragraaf 1 wordt van rechtswege verlengd met één maand wanneer hij valt in de maand juli of wanneer hij verstrijkt in de maand augustus.

§ 3. Wanneer de minister dit nuttig acht, verlengt hij de termijn bedoeld in paragraaf 1 en meldt hij dit schriftelijk aan de raad.

Wanneer de raad dit noodzakelijk acht, vraagt hij aan de minister om de termijn bedoeld in paragraaf 1 te verlengen met opgave van redenen. Als de minister instemt met de verlenging, meldt hij dit schriftelijk aan de raad.

§ 4. De termijnen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 beginnen te lopen op de werkdag die volgt op de dag waarop het secretariaat van de raad het verzoek om advies ontvangt.

De termijn wordt gerekend van de zoveelste dag tot de dag vóór dezoveelste.

De dag waarop hij ophoudt uitwerking te hebben, wordt in de termijn inbegrepen. Is die dag echter geen werkdag, wordt hij uitgesteld naar de eerstvolgende werkdag.

§ 5. Wordt geen advies verstrekt binnen de termijn bedoeld in de paragrafen 1 tot 3, is het niet langer vereist.

Art. 8. De raad moet elk jaar de tijdens dat jaar verstrekte adviezen publiceren.

Hij beschikt voor de publicatie van zijn adviezen over een rubriek op de website van het bevoegde bestuur, die is uitgerust met passende zoekfuncties.

Art. 9. De verslagen bedoeld in artikel 126, 3° en 4°, van het decreet worden overgemaakt aan de minister en het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. Een verslag met daarin de activiteiten van de raad wordt jaarlijks overgemaakt aan de minister.

Art. 11. De raad stelt een intern reglement op met daarin de werkingsmodaliteiten.

Hij legt het intern reglement met de eventuele wijzigingen ter goedkeuring voor aan de minister.

HOOFDSTUK 2. — *Procedure voor benoeming van de leden*

Art. 12. § 1. De minister benoemt de werkende en plaatsvervangende leden van de raad.

Plaatsvervangende leden zetelen enkel ter vervanging van een werkend lid.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister bezorgen de diensten, inrichtingen, organisaties en autoriteiten bedoeld in artikel 127, lid 1, van het decreet hem de naam van hun vertegenwoordiger en, voor de leden met beslissende stem, van hun plaatsvervanger.

§ 2. De minister stelt onder de leden van de raad met een beslissende stem, een voorzitter en twee vicevoorzitters aan.

§ 3. Indien een lid van de raad, tijdens zijn mandaat, ontslag neemt of voor om het even welke reden niet langer lid is, wordt dit lid vervangen volgens dezelfde procedure. Het aldus aangestelde lid voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 13. De leden van de raad worden van rechtswege ontslagen wanneer ze drie opeenvolgende vergadering ongewettigd afwezig zijn.

Art. 14. De leden van de raad oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Ze ontvangen op voorlegging van bewijsstukken wel een vergoeding van de gemaakte kosten en de transportkosten volgens dezelfde voorwaarden als het personeel van het bevoegde bestuur.

HOOFDSTUK 3. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1991 betreffende de werking van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd door de besluiten van 14 juli 2003 en 8 mei 2013, wordt opgeheven.

Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

Art. 16. De leden van de raad aangesteld door het ministerieel besluit van 4 februari 2014 houdende de aanstelling van de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd door de besluiten van 22 oktober 2014, 1 december 2014, 1 juni 2015, 18 juni 2015, 31 augustus 2015, 28 maart 2017, 6 november 2017, 12 februari 2018 en 14 mei 2018, blijven zetelen, ook al werden ze benoemd als lid van een orgaan dat niet meer bestaat, tot aan de benoeming van de leden van de nieuwe raad op basis van het decreet en van onderhavig besluit.

Het reglement goedgekeurd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2014 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd blijft van toepassing, op voorwaarde dat het in overeenstemming is met onderhavig besluit, tot wanneer het nieuwe reglement wordt aangenomen.

De adviesaanvragen ingediend op basis van artikel 27, § 2, 1°, van het decreet van 4 maart 1991 betreffende hulpverlening aan de jeugd, die worden behandeld op de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit vallen onder de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1991 betreffende de werking van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd en het intern reglement goedgekeurd door het hiervoor genoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2014.

Art. 17. Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 18. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen,
Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE